Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Politiques de santé (France) > Loi Touraine et syndicats de médecins libéraux : mobilisation (...)

Communiqué

Loi Touraine et syndicats de médecins libéraux : mobilisation réactionnaire pour objectifs réactionnaires

mercredi 7 janvier 2015, par NPA (Date de rédaction antérieure : 7 janvier 2015).

Les principaux syndicats de médecins libéraux, appellent, en ce début janvier à poursuivre leur action, dont l'ampleur est beaucoup plus médiatique qu'effective, contre le projet de loi de santé du gouvernement.

En refusant d'utiliser la carte Vitale, ils contraignent non seulement le malade à débourser le prix des consultations pour être soigné... mais à attendre des semaines pour être remboursé. « Curieusement » la meute qui hurle à la « prise d'otage » à chaque grève des cheminots ou des pilotes reste silencieuse cette fois-ci.

Réactionnaire dans ses moyens d'action, la mobilisation des principaux syndicats de médecins libéraux l'est aussi dans ses buts : elle entend faire revenir le gouvernement sur la généralisation du « tiers payant », qui permettrait au patient de ne pas faire l'avance de sa consultation, alors qu'une personne sur quatre renonce, en France, à des soins pour des raisons financières.

Il serait légitime que les syndicats de médecins libéraux exigent du gouvernement des garanties leur permettant d'être payés rapidement et sans complications administratives par la création d'un « guichet unique » de la Sécurité sociale. Mais tel n'est pas l'exigence des principaux syndicats de médecins libéraux. Contre l'intérêt des patients, ils s'opposent, avec des arguments scandaleux, au principe même de la gratuité des soins, c'est à dire à un droit aux soins pour toutes et tous.

La crise profonde que traverse la médecine générale ne peut trouver d'issue dans la défense d'un exercice libéral à bout de souffle et d'intérêts corporatistes (paiement à l'acte et course aux actes, refus du tiers payant, dépassements d'honoraires, totale liberté d'installation).

Ce tintamarre réactionnaire, rend service au gouvernement, qui peut ainsi présenter sa loi de santé comme une loi « progressiste », en occultant l'essentiel de son contenu.

La « loi Touraine » est en effet d'abord une super Loi Bachelot qui poursuit et aggrave la destruction de l'Hôpital public menée par Sarkozy : Elle rend obligatoire les restructurations hospitalières permettant les regroupements et fermetures d'hôpitaux, et accélère le remplacement de l'Hôpital Public par des établissements privés ou des professionnels libéraux. C'est en réalité, pour rendre acceptable cette privatisation que le projet de loi généralise le « tiers payant », comme l'a reconnu la ministre de la santé.

Le NPA appelle donc à combattre, dans un même mouvement, la loi Touraine qui sera discutée dans quelques semaines au Parlement et la surenchère des cliniques privées et des professionnels libéraux. Il appelle à s'opposer à la privatisation du système de santé, et à se mobiliser

- pour la gratuité des soins, remboursés intégralement par la Sécurité sociale et la généralisation du tiers payant
- pour l'extension de l'Hôpital Public et la fin de l'austérité budgétaire qui le frappe

NPA, Montreuil, le 7 janvier 2015